



Note de transparence

Nom de l'association	Acting for Life (AFL)
Site internet	www.acting-for-life.org

Nom du projet – Libellé court :	TERSAA	
Nom du projet – Libellé long :	Transition des systèmes agricoles et alimentaires sur les territoires	
Lieu d'intervention	3 pays en Afrique de l'Ouest : Togo, Bénin, Burkina Faso 2 pays en Amérique Latine : Colombie, Pérou	
Type de projet	Projet de terrain - Convention Programme	
Numéro de la phase si récurrence	NA	
Thématique(s) principale(s)	Agriculture et alimentation	

Principaux partenaires du projet	Groupement Intercommunal des Collines (GIC)	
	Entreprises Territoires et Développement (ETD)	
	Organisation pour l'Alimentation et le Développement Local	
	(OADEL)	
	Confédération Paysanne du Faso (CPF)	
	OCADES Bobo Dioulasso	
	Instituto Mayor Campesino (IMCA)	
	Asociación Jesus Obrero (CCAIJO)	
	Asociación de Productores Ecológicos de Planadas (ASOPEP)	
Si projet porté en consortium – membres impliqués	NA	

	Objectif global : Améliorer la résilience des systèmes agricoles et alimentaires sur les territoires face au changement climatique à travers une meilleure maîtrise de l'aval des filières.	
Objectifs	Objectif(s) spécifique(s): La disponibilité et l'accès à des aliments de qualité, produits localement sont garantis auprès des consommateurs grâce à la professionnalisation, à une meilleure articulation de l'agriculture familiale aux marchés locaux et à des partenariats durables et équitables.	

Présentation du projet :

Principaux enjeux/défis auxquels le projet entend répondre et principaux constats liés au diagnostic réalisé en amont :

Malgré les obstacles liés au développement de la production-commercialisation agricole, l'agriculture familiale dispose d'opportunités pour accéder à de nouveaux marchés rémunérateurs, produire durablement et favoriser l'insertion de la jeunesse.

Compétences, expériences et expertise de votre OSC et des partenaires impliqués pour y répondre :

AFL et ses partenaires ont développé des compétences (appui aux producteurs-transformateurs, distribution-promotion, mécanismes de l'ESS, formation-insertion des jeunes, accès au marché, approche territoriale) permettant d'apporter un appui intégré à l'aval des filières agricoles.

Historique et genèse du projet :

Le programme est la suite logique de différents projets similaires et/ou complémentaires, menés par AFL, au Togo, au Bénin, au Burkina Faso, au Pérou et en Colombie.

Principaux impacts visés au terme de cette phase (quantitatifs et qualitatifs):

La sécurité et la souveraineté alimentaire s'améliorent sur les territoires ; la part de marché des produits locaux augmente de 3 à 5% dans les communes d'intervention ; et les bénéficiaires, dont au moins 55% sont des femmes, augmentent leurs revenus d'au moins 10%.

Principaux impacts visés au terme du projet (préciser durée envisagée) :

Impacts de la phase 2 : les résultats sont diffusés et d'autres acteurs locaux s'engagent dans le développement de systèmes alimentaires durables territoriaux. Impacts de la phase 3 : les actions sont démultipliées sur de nouveaux territoires et le système de capitalisation est perfectionné.

<u>OBJECTIF SPECIFIQUE 1</u>: La disponibilité et l'accès à des aliments de qualité, produits localement sont garantis auprès des consommateurs grâce à la professionnalisation, à une meilleure articulation de l'agriculture familiale aux marchés locaux et à des partenariats durables et équitables.

Le fil directeur du programme réside dans l'amélioration de l'accès des exploitations familiales aux marchés, et dans une approche de développement économique territorial tirée par la demande en produits agricoles locaux. <u>Cibles visées</u>: Producteurs agricoles et transformateurs agroalimentaires; communes; promoteurs de produits locaux; acheteurs du secteur public et privé et consommateurs.

Résultat1. Les producteurs accèdent à de nouveaux débouchés commerciaux - Ind.R1 : Les bénéficiaires ont augmenté de 15% leur chiffre d'affaire - Activités : Former et accompagner à la gestion entrepreneuriale ; Elaborer les cahiers des charges produits et mettre en place la stratégie de commercialisation ; Mutualiser certaines fonctions de la distribution sur les principes de l'ESS – Indicateurs : 676 producteurs et 20 techniciens locaux sont formés à la gestion entrepreneuriale et à l'ESS, dont au moins 55% sont des femmes; 23 plans d'affaires sont élaborés ou actualisés ; 28 entreprises disposent de stratégies commerciales ; 16 marques commerciales sont déposées ; 84 cahiers des charges sont élaborés ; 222 personnes formées au marketing ; 8 lieux de stockage et de vente sont construits, aménagés et en fonctionnement.

Résultat 2. Des pratiques durables et résilientes sont diffusées et adoptées - Ind.R2 : 1820 ha de terres cultivées ou pâturages en transition écologique et 17 catégories de produits transformés qui respectent des normes de qualité - Activités : Former et apporter une assistance technique aux producteurs dans la transition agro-écologique ; Appuyer la démarche qualité et la certification ; Réaliser des aménagements permettant une gestion optimisée des sols et de l'eau et fournir des équipements ; Appuyer l'installation des jeunes agriculteurs et agricultrices - Indicateurs : 1425 producteurs formés à l'agro-écologie, dont au moins 40% sont des femmes ; au moins 35 jeunes techniciens locaux formés ; 58 produits obtiennent une certification sanitaire ; 5 filières bénéficient d'une certification SPG et 3 labels territoriaux mis en place ; 60 ha sont aménagés pour une meilleure gestion de l'eau ; 3 aires de séchage et 20 serres sont réalisées ; Au moins 2 300 producteurs bénéficient d'intrants de qualité ; 165 jeunes (55 au Burkina, 60 au Bénin, 50 au Togo) reçoivent des formations et un appui à l'installation et 132 démarrent une nouvelle activité.

Résultat 3. Les acteurs se mobilisent pour un développement durable des systèmes alimentaires - Ind.R3: 1 engagement et/ou 1 politique publique par an et par pays formulé et adopté en faveur des systèmes alimentaires territorialisés; au moins 75 accords commerciaux signés - Activités: Sensibiliser et renforcer les acteurs clés sur les grands enjeux du territoire; Créer des partenariats commerciaux équitables et durables; Capitaliser les expériences sur les systèmes agricoles et alimentaires durables - Indicateurs: 120 réunions de concertation multi acteurs débouchant sur des décisions stratégiques; 125 évènements de sensibilisation; 4 applications numériques; 32 bourses d'échanges et évènements commerciaux; 9 documents de capitalisation croisée; 1 atelier de capitalisation; 4 voyages d'échanges.

	TO / / / / 11 11 / 14 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4
	Bénéficiaires direct·es : 14 200 personnes
	- Producteurs agricoles et transformateurs agroalimentaires : 7 405
	(6 025 en Afrique et 1 380 en Amérique latine) dont au moins 3870
	femmes ; soit 4 coopératives et 15 unités de transformation au Burkina
	Faso ; 15 OP agricoles et 15 unités de transformation au Bénin ; 36
	unités de transformation et 38 groupements agricoles au Togo ; 29 OP
	au Pérou et au moins 10 OP de producteurs et/ou transformateurs en
Groupes cibles	Colombie; et 175 jeunes spécifiquement ciblés pour la formation-
	insertion (55 au Burkina, 60 au Bénin, 50 au Togo et 10 en Colombie).
	- Promoteurs de produits locaux et acteurs d'appuis : 45 personnes
	dont 4 ONG locales, 3 centrales de distribution (Togo, Bénin,
	Colombie) et 25 techniciens locaux.
	- Communes: 110 représentants de 55 communes, soit 16 de la région
	des Hauts Bassin au Burkina Faso, 6 du département des Collines au
	Bénin, 26 des régions Maritime et Plateaux au Togo, 3 de la Valle del
	Cauca, 2 dans le territoire de Tolima en Colombie, 2 au Pérou.
	- Acheteurs du secteur public et privé : au moins 100 représentants
	d'institutions publiques et 270 commerçants.
	- Consommateurs : 6 270 jeunes ciblés dans les écoles, étudiants,
	enseignants et grand public sensibilisé lors d'évènements.
	Bénéficiaires indirect·es : 1 300 000 personnes
	Il s'agit des familles vivant dans les régions d'intervention : 1 300 000
	personnes correspondant à une partie des habitants des zones
	d'intervention.

Durée totale du projet	3 ans		
Coût total du projet	3 666 400 €	100 %	
Participation de l'AFD sollicitée	2 100 000 €	57 %	